

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 25 avril 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection inopinée du 14 avril 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CPENR des Mignaudières II**

2 rue du Libre Échange  
31500 Toulouse

Références : 2025 571 UbD16-86 Env86

Code AIOT : 0100001167

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 avril 2025 du parc éolien exploité par la société CPENR des Mignaudières II implanté lieu-dit « la Gare de Brion » 86160 Brion. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CPENR des Mignaudières II
- Lieu-dit « la Gare de Brion » 86160 Brion
- Code AIOT : 0100001167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien exploité par la société CPENR des Mignaudières II est autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2023-DCPPAT/BE-186 en date du 9 octobre 2023. Il est composé de 4 aérogénérateurs d'une hauteur de mâts de 220 m en bout de pôle et de puissance unitaire de 5.56 MW, soit une puissance maximale globale du parc de 22.24 MW, et de 2 postes de livraison.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection de la faune, notamment des oiseaux nicheurs pendant les travaux de construction et de démantèlement	Arrêté préfectoral du 9 octobre 2023, article 7.I.a	Susceptibles de suite

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite d'inspection inopinée, il a été constaté des travaux de terrassement (voies d'accès). L'exploitant devra démontrer que ces travaux sont respectent le cadre fixé par l'arrêté préfectoral.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection avifaune

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 octobre 2023, article 7.I.a
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection des oiseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Afin de respecter la principale période de reproduction et de nidification de l'avifaune, tous les travaux de construction et de démantèlement [...] sont interdits du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet. [...]. Si les travaux commencent avant le 1<sup>er</sup> avril, la société a la possibilité de les poursuivre à condition de ne pas les stopper pendant plus de 5 jours et après validation par un écologue. [...]</i> Une visite de reconnaissance du site par un ingénieur écologue a lieu avant le début des travaux afin de vérifier le maintien des enjeux en dehors des zones de chantier et de sensibiliser le personnel de chantier. Un passage a minima en cours de chantier a lieu afin d'évaluer l'impact réel des travaux et éventuellement de proposer des mesures afin de limiter les effets du chantier. Une visite de clôture de chantier est effectuée afin de vérifier le respect des préconisations de l'étude d'impact lors des travaux et de la mise en place des préconisations en phase d'exploitation. Les travaux sont réalisés uniquement en période diurne, hormis ceux mis en œuvre lors des mois de décembre, janvier et février au cours desquels un éclairage du chantier de nuit est autorisé sauf si la zone de chantier est localisée à moins de 5 km d'un gîte d'hibernation de chiroptères et que les installations sont susceptibles d'avoir un impact sur la mortalité chiroptérologique. [...] »
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection inopinée, le constat de travaux de terrassement a été constaté. L'exploitant a indiqué par courrier en date du 18 février 2025 du démarrage du chantier du parc éolien des Mignaudières 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fournir le calendrier prévisionnel 2025-2026 des travaux de construction</li><li>- Fournir les jours de passage de l'écologue et les rapports de suivi de chantier de ce dernier (avant début des travaux, en cours de chantier...)</li><li>- Fournir les dispositions mises en place en période de reproduction et nidification du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet prescrit dans l'arrêté préfectoral en phase construction</li><li>- Fournir les dispositions relatives à la sensibilisation du personnel intervenant sur le parc mises en place en cas de constat de mortalité avifaune</li></ul>